

Rapport ERM du triangle Walungu - Kabare - Shabunda du 11 au 17 septembre 2023

Contexte

Description de la crise

Depuis juin 2023, la région du triangle Walungu, Kabare et Shabunda, située à l'ouest de la province du Sud-Kivu, est le théâtre récurrent d'attaques perpétrées par divers groupes armés, y compris différentes factions des Raiya Mutomboki. Ces groupes, principalement d'origine ethnique, se livrent à des conflits pour le contrôle territorial et le leadership, avec des conséquences désastreuses pour les populations civiles. Plusieurs groupements ont été touchés par ces attaques, en particulier : Bamuguba Sud (dans le territoire de Shabunda), Mulamba et Rubimimbi (dans le territoire de Walungu) et Nindja (dans le territoire de Kabare). La proximité géographique de ces groupements entraîne des déplacements fréquents des groupes armés d'une région à l'autre, avec des conséquences désastreuses en termes de violations des droits humains. Face à cette situation critique, les acteurs humanitaires ont décidé de mener une évaluation multisectorielle dans le but de trouver des solutions appropriées aux besoins identifiés. L'analyse de ce contexte complexe a identifié plusieurs axes géographiques qui sont le principal sujet de cette évaluation : l'axe Culwe-Luhago dans le territoire de Kabare, les axes Lubimbe-Kibandamangobo, Kaniola-Nzibira et Rubimbi-Chinda dans le territoire de Walungu, l'axe Maimingi-Nyalubemba dans le territoire de Shabunda. Chacun de ces axes présente des problèmes de sécurité et de protection similaires, mais il convient de noter quelques différences dans le contexte sécuritaire à chacun d'entre eux.

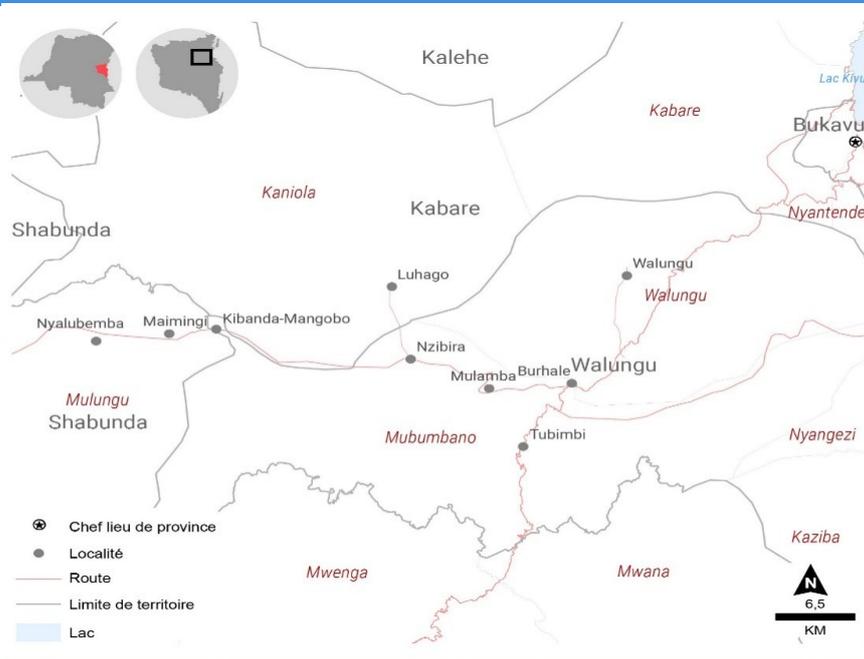
Axe Culwe-Luhago : Les attaques y sont principalement liées à un conflit de pouvoir coutumier entre deux frères au sein de la chefferie de Nindja. Chacun de ces frères a sollicité le soutien d'un groupe armé aligné sur ses intérêts, à savoir les factions Raiya Mutomboki dirigées respectivement par Blaise Kafanyambiyo et Lukoba.

Axe Lubimbe-Kibandamangobo, axe Nzibira-Kaniola et axe Rubimbi-Chinda (territoire de Walungu) : Ces axes sont marqués par deux types de conflits : un conflit intercommunautaire entre deux leaders rivaux disputant le leadership, et des affrontements entre différents groupes armés qui rivalisent pour le contrôle de zones stratégiques y compris les conflits de Kabare entre les deux frères.

Les déplacements de populations sont fréquents en raison de ces conflits, comme c'est souvent le cas dans la région.

Axe Maimingi-Nyalubemba : Les attaques dans cet axe visent principalement à prendre le contrôle des zones minières et des villages environnants notamment dans le territoire de Walungu et Mwenga (le carré minier de Karembu).

Ces attaques ont des conséquences humanitaires graves pour les populations locales. Il est également important de noter que certaines zones, notamment les zones de santé de Mubumbano, Kaniola, et Mulungu, ne sont pas suffisamment couvertes par la présence des forces de sécurité (FARDC et PNC), ce qui crée des vides sécuritaires. De plus, il est signalé que la plupart des Raiya Mutomboki ont quittés les groupes armés être démobilisé ou accompagnés (environ 900 personnes) qui se trouvent à Nzibira sans encadrement, ce qui représente une préoccupation en matière de sécurité. En ce qui concerne les problèmes d'accès, les axes visités sont difficilement praticables mais restent accessibles par des véhicules 4x4. Plus ou moins 90000 personnes sont en déplacements suites à ces différents conflits armés et les catastrophes naturelles particulièrement à Chinda sud. Il a été également observé la présence de quelques militaires Burundais dans ces zones.



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
-------------------------------------	----	----	---------

Code de l'alerte	4853	4853	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	10/06/2023	08/06/2023	
Date de fin de crise	15/09/2023	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone	11820	13832	
Taille moyenne ménages	9,0	-	

Accès physique		Source : équipe d'évaluation	
Accès sécuritaire	Présence de la MONUSCO	Moto	
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Couverture tél.	Non	
		0%	(estimation)

EM: Enquêtes ménages ; **IC**: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Ces données soulignent la nécessité de prioriser l'aide en fonction des besoins réels des personnes touchées par la crise. Il est important de noter que ce faible pourcentage d'assistance provient des organisations ACTED, AAP, INTERSOS et Unicef, suggérant que leur intervention n'a que partiellement répondu aux besoins de la population déplacée, comme le montrent les conclusions de l'enquête menée auprès des ménages. Pas d'aide reçue (75%) : Préoccupant, car la majorité des ménages n'a pas reçu d'aide. Nutrition (0%) : Aucune assistance nutritionnelle, Abris (2%) : Aide limitée pour le logement. Articles ménagers essentiels (AME) (2%) : Aide pour les besoins de première nécessité. Eau, hygiène et assainissement (EHA) (0%) : Aucune aide pour l'eau et l'hygiène.

Santé (0%) : Pas d'assistance médicale. Éducation (0%) : Impact sur l'éducation des enfants. Sécurité alimentaire (3%) : Aide alimentaire limitée. Moyens de subsistance (1%) : Soutien économique insuffisant. Protection (1%) : Aide limitée pour la sécurité et les droits. Cohésion sociale et consolidation de la paix (0%) : Besoin de stabilité sociale. Communication (0%) : Accès limité aux informations vitales. Cash (inconditionnel) (17%) : Transferts d'argent à 17%. Autre (2%) : Autres formes d'assistance à 2%.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	2%	2%
18-64 ans	15%	13%
6-17 ans	18%	17%
7 mois-5 ans	12%	13%
0-6 mois	4%	4%
Total	51%	49%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	75%
Nutrition	0%
Abris	2%
Articles ménagers essentiels (AME)	2%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Éducation	0%
Nourriture	1%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	20%
Autre	1%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	10283				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	4%	2%	14%	-	80%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	1%	-	12%	-	87%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	1%	18%	-	-	47%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	61%	-	-	-	39%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	MAG femmes enceintes et allaitantes	36%	-	64%	-	0%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	6%	86%	1%	0%
	Promiscuité dans les abris	-	-	-	65%	-
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	2%	15%	48%	35%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	20%	5%	35%	16%	18%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	2%	-	8%	-	90%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	41%	46%	7%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	-	-	58%	-	-
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	-	-	Paludisme	-	-
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	70%	-	-	-	29%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	82%	-	-	-	18%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	67%	-	-	-	33%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	76%	-	18%	-	6%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	-	25%	-	-	-

Ces données présentent un tableau de scores de sévérité ERM (Emergency Response Mechanism) pour différents secteurs et critères dans le contexte de la réponse à une situation d'urgence ou de crise. Les scores sont

donnés en pourcentage des ménages touchés par chaque niveau de sévérité, allant de 1 (moins sévère) à 5 (très sévère). Voici une analyse des principales conclusions que l'on peut tirer de ces données :Le nombre de ménages déplacés est élevé (39 646), ce qui indique une situation d'urgence importante. En Sécurité alimentaire :La disponibilité de ressources alimentaires est sévère, avec 85% des ménages touchés au niveau le plus sévère (score 5).Le score de consommation alimentaire montre une préoccupation majeure, avec 83% des ménages au niveau de sévérité 5.L'Indice des stratégies de survie simplifié indique que 50% des ménages sont confrontés à des difficultés importantes.La disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2 heures de marche est préoccupante, avec seulement 39% des ménages ayant accès.En nutrition :Les ménages avec des femmes enceintes ou allaitantes sont confrontés à une grave crise nutritionnelle, avec 55% au niveau de sévérité 5, en abris :La majorité des ménages (81%) sont confrontés à des conditions d'abri très sévères (niveau 5). La promiscuité dans les abris est également un problème important, touchant 66% des ménages. Pour ce qui est des articles ménagers essentiels :Le score card AME montre que la majorité des ménages (48%) ont un niveau de sévérité élevé en ce qui concerne les articles ménagers essentiels.En Eau, hygiène et assainissement : disponibilité d'une source d'eau est préoccupante pour 38% des ménages (niveau 4). Le système de lavage des mains est largement insuffisant, avec 80% des ménages touchés au niveau le plus sévère.Le partage des installations sanitaires est également un problème, touchant 41% des ménages. En Santé :Le taux élevé de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans (55%) est préoccupant.La présence de cas confirmés de paludisme est un autre indicateur de santé inquiétant. En protection :Un pourcentage élevé de ménages (69%) a accueilli des enfants de manière spontanée, ce qui peut mettre une pression supplémentaire sur leurs ressources. La présence de membres en situation de handicap dans de nombreux ménages (86%) nécessite une attention particulière.En éducation :La disponibilité d'une école primaire fonctionnelle est positive (80% des ménages ont accès), mais le fait que 27% des enfants n'aient pas fréquenté l'école au cours des 14 derniers jours est préoccupant. En résumé, ces données indiquent une situation d'urgence complexe avec des besoins importants dans de nombreux domaines, notamment la sécurité alimentaire, la nutrition, les abris, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la santé et la protection. Une réponse coordonnée et adaptée est nécessaire pour aider les ménages touchés et atténuer l'impact de cette crise.

Perspective d'évolution de la crise

La région de Walungu, Kabare et Shabunda, dans la province du Sud-Kivu, connaît une grave crise humanitaire et de protection. Mis à part les informations collectées dans les ménages, il a été rapporté plus de 55 778 récents déplacés, répartis en 11 823 ménages qui ont été recensés lors d'une évaluation réalisée par OCHA en septembre 2023. Cette zone est régulièrement le théâtre d'attaques de groupes armés et de milices, qui profitent des failles sécuritaires résultant du redéploiement des forces armées congolaises (FARDC). Ces attaques englobent des violences sexuelles, des pillages, des enlèvements et d'autres violations graves des droits de l'homme. Le retard dans la mise en place du Programme DDRC-S comporte le risque de permettre la reconstitution de ces groupes armés, ce qui constitue une menace élevée pour la population civile. Les recrutements forcés et la réintégration d'enfants dans les groupes armés sont monnaie courante. Les conditions de vie des déplacés sont précaires, et il est de plus en plus difficile d'accéder aux ressources alimentaires et aux services de base en raison des conflits et des catastrophes naturelles. L'accès à l'eau potable est limité, exposant davantage les populations aux violences sexuelles. Les taux de mortalité, y compris la mortalité infantile, sont alarmants et dépassent largement les seuils d'urgence. Des épidémies de rougeole et de choléra aggraver la situation, et la malnutrition sévère est en augmentation, en partie en raison de dysfonctionnements dans les structures de nutrition. La situation générale dans la région est critique et nécessite une intervention humanitaire d'urgence.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	67%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	13%
Vouchers / foires	7%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	59%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	24%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée) ³ Fréquence max. possible: 35
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	29
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	11
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	9
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	8
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	4
Santé	5
Education	13
Protection (y compris la sécurité)	8
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	11
Autre	3
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

Rencontre et dialogue avec les autorités ainsi que les représentants des personnes déplacées.

Organiser des groupes de discussion impliquant à la fois des femmes et des hommes, comprenant des familles d'accueil et des personnes déplacées, dans le but de recueillir des informations sur leur mode de vie, leurs contraintes, leurs difficultés et les risques auxquels ils sont confrontés.

Sélection d'un échantillon comprenant des familles déplacées ainsi que des familles d'accueil.

Identifier les enquêteurs et tenir une réunion préparatoire pour les enquêtes ménagères en suivant l'échantillon préalablement déterminé, et effectuer le dépistage des enfants âgés de 6 à 59 mois.

Collecter des données auprès de 150 ménages, dont 145 sont des ménages de personnes déplacées et 5 sont des ménages de familles d'accueil, en utilisant une méthode d'échantillonnage aléatoire.

Compiler, traiter et analyser statistiquement les résultats, puis synthétiser les informations recueillies.

Produire un rapport complet dans un délai de 72 heures après la réalisation de l'évaluation.

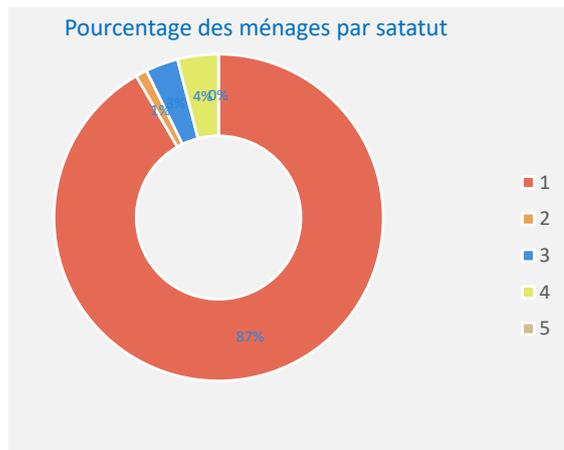
Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	e déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Non	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	10/09/2023	09/09/2023	
Date de fin de l'enquête	15/09/2023	15/09/2023	
Organisation			
Mission inter-agence/inter-organisation?	Oui	Oui	

Territoire	Zone de santé	Aire de santé	Localité enquêtée	Nb ménages localité	nb ménages enquêtés
Walungu	MUBUMBANO	MUKUNGWE	MASHULULWE	319	6
Walungu	Mubumbano	BWAHUNGU	BWAHUNGU	298	4
Walungu	Mubumbano	CINDA	LUZIRHU	168	4
Walungu	kaniola	NZIBIRA	MUYEYE2	242	4
Walungu	kaniola	NZIBIRA	MUYEYE1	413	4
Shabunda	mulungu	NYALUBEMBA	KIBANDAMANGOBO	728	4
Walungu	kaniola	LUNTUKULU	LUKIGI	193	4
Shabunda	mulungu	NYAlubema	NYALUBEMBA	381	4
Walungu	MUBUMBANO	CINDA	Chinda luzirhu	79	4
Walungu	kaniola	LUNTUKULU	NSHESHA	73	4
Walungu	kaniola	NZIBIRA	NSHANGA	717	4
Shabunda	mulungu	NYALUBEMBA	MAYI MINGI	1068	4
Walungu	KANIOLA	Nzibira	Miduha	338	4
Walungu	kaniola	NZIBIRA	CHANDEREMA	240	4
KABARE	culwe	CULWE	CULWE	89	4
CINDA	Mubumbano	CINDA	NYANGOMBE	123	4
Walungu	kaniola	NZIBIRA	MWEGERERA	119	3
Walungu	kaniola	NZIBIRA	NZIBIRA	300	3
Walungu	kaniola	NZIBIRA	MIDUHA	117	3
Walungu	Mubumbano	RUBIMBI	MUKAMA	71	3
Walungu	Mubumbano	CINDA	KALIBA	89	3
Walungu	kaniola	LUNTUKULU	KAMULA	148	3
Walungu	kaniola	MAZIBA	Mushangi	96	3
Walungu	kaniola	MUDIRHI	CIGANDA NYABIRIJA	80	4
Walungu	kaniola	KANIOLA	KALONGO	521	4
Walungu	kaniola	NZIBIRA	NSHANGA	40	4
Shabunda	Mulungu	Nyalubemba	MAI MINGI 1	412	4
Shabunda	Mulungu	Nyalubemba	KIBANDA MANGOBO	214	4
Walungu	Mubumbano	CINDA	NABIRIJA	409	4
Walungu	kaniola	NZIBIRA	NZIBIRA	430	4
Walungu	Kaniola	Maziba	Mushebei	71	4
KABARE	kaniola	Iuhago	Mwegerera	179	6
Walungu	kaniola	nzibira	cibanda	399	6
Walungu	MUBUMBANO	Mulamba	Cishembe	158	6
Walungu	kaniola	Nzibira	Mulambula	480	3
Walungu	mubumbano	CINDA	LUGERA	156	5
Walungu	kaniola	MAZIBA	NAMWERWE	131	5
Walungu	Mubumbano	RUBIMBI	karhembu	255	5
Walungu	kaniola	Nyamarhege	Kalengera	229	5
Walungu	MUBUMBANO	CINDA	NSHANGA	93	4
Walungu	MUBUMBANO	Cinda	kagundu	241	
Total		Total	-	11048	150

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



Analyse des mouvements de population

Ces pourcentages représentent la répartition estimée des ménages par statut dont : **Déplacés** : On observe une légère diminution de 87% à 83% entre les enquêtes menées auprès des ménages et celles auprès des informateurs clés, mais que les chiffres se rapprochent d'où un enregistrement des déplacés peut donner les chiffres réels.

Retournés : Le pourcentage reste relativement stable à 1%,

Communauté hôte / autochtones : On remarque une différence significative de 3% à 16%. Cela nous pousse à envisager une évaluation approfondie pour compléter les informations fournies par cette évaluation rapide.

Réfugiés : Alors que les enquêtes ménages mentionne la présence des réfugiés dans les ménages aucune information des informateurs clés ne le mentionne 4%.

Rapatriés / expulsés : Les pourcentages de rapatriés / expulsés restent à 0% dans les enquêtes auprès des ménages et auprès des informateurs clés.,

	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	87%	83%	
Retournés	1%	1%	
Communauté hôte / autochtones	3%	16%	
Réfugiés	4%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	
Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)			
Déplacés	10283	11823	
Retournés	126	118	
Communauté hôte / autochtones	359	1891	
Réfugiés	451	0	
Rapatriés / expulsés	0	0	
Nombre total estimé de ménages	11820	13832	
Taille moyenne des ménages (EM)	9,0	-	
Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	97%	631%	
Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil	3%	(Réponse IC majoritaire) ii, beaucoup (plus de la moitié)	
Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée	408	-	

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	11823
Retournés	118
Communauté hôte / autochtones	1891
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	13832

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.**

<115 mm	Malnutrition Aiguë Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aiguë Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aiguë Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	0	0%	0	0%
	115-125 mm	0	2	45%	2	45%
	>125 mm	0	1	55%	1	55%
	MAG	0	2	45%	2	45%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	1	0		1	
	115-125 mm	1	1	22%	2	
	>125 mm	0	1	0%	1	
	MAG	2	1	100%	3	
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	1	0	78%	1	
	115-125 mm	1	3	22%	4	
	>125 mm	0	2	0%	2	
	MAG	2	3	100%	5	
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0		0%		
	185-230 mm	1		64%		
	>230 mm	1		36%		
	MAG	1		64%		

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.**

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total
	n		n		n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	24	6		30
	115-125 mm	20	34		53
	MAG	43	40		83
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	25	17		42
	115-125 mm	19	44		63
	MAG	44	61		105
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	49	23		0
	115-125 mm	39	78		116
	MAG	87	101		188
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	16			
	185-230 mm	47			
	MAG	63			

Analyse Nutrition

elon les enquêtes, la prévalence de la malnutrition varie selon les groupes évalués. Chez les garçons de moins de 5 ans, aucun cas de malnutrition sévère n'est signalé, 45% souffrent de malnutrition modérée, et 55% sont en bonne santé. Les filles de moins de 5 ans présentent une malnutrition sévère de 78% chez les moins de 2 ans, mais aucune chez les plus de 2 ans, avec 22% en état de malnutrition modérée chez les moins de 2 ans, et aucune chez les plus de 2 ans, ce qui conduit à une prévalence globale de malnutrition de 100% chez les moins de 2 ans et de 60% chez les plus de 2 ans. Les femmes enceintes et allaitantes n'ont pas de malnutrition sévère, mais 64% souffrent de malnutrition modérée, et 36% sont en bonne santé, avec une prévalence totale de malnutrition de 64%. Des recommandations sont émises, notamment la mise en place de programmes de nutrition ciblés pour les enfants de moins de 5 ans, une sensibilisation accrue, l'amélioration de l'accès aux soins pour les femmes enceintes et allaitantes, le développement de programmes de distribution de compléments nutritionnels, la surveillance des données, la collaboration intersectorielle, la réduction des inégalités en santé, le renforcement des capacités locales, la promotion de la recherche et de l'innovation, ainsi que le soutien financier. Ces recommandations doivent être adaptées aux besoins de la région du triangle Walungu-Kabare-Kaniola et mises en œuvre en collaboration avec les parties prenantes locales pour lutter efficacement contre la malnutrition aiguë.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		28	
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	40%	8	
Agriculture de subsistance	50%	25	
Agriculture de rente	2%	5	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	9	
Exploitation minière artisanale	1%	6	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	13	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	2%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	18%	-	
Non	82%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Non consensus
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	36%	-	
Non	64%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	18%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	28%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	21%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	15%	13	
Non	85%	15	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	7	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	18	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	3	
Ne sait pas	-	0	



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
28			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	18%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	6%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	16%	-	
Marché	3%	-	
Travail pour de la nourriture	69%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	1%	-	
Petit commerce	3%	-	
Vente de braises/charbon, etc	4%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	1%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	4%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	4%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	4%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	80%	-	5
1-2 semaines	14%	-	3
3-4 semaines	2%	-	1
Plus de 4 semaines	4%	-	
			
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	1%	-	1
Limite (>28)	12%	-	3
Pauvre (≤28)	87%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	1%	-	1
Sous pression (<19)	18%	-	3
Crise / urgence (≥19)	81%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

En résumé, la principale source d'acquisition de nourriture représente 69% de la population, qui travaille en échange de nourriture, suivie par les cadeaux d'amis/parents à 16% et la production personnelle à 18%. Les autres méthodes, telles que l'aide alimentaire gouvernementale, les achats sur le marché, et d'autres sources, sont moins courantes dans ce contexte non spécifié.

La majorité des ménages (80%) n'ont aucune réserve alimentaire, ce qui souligne une précarité importante, tandis que seulement 6% ont des réserves pour plus de 2 semaines, mettant en lumière un besoin pressant d'améliorer la disponibilité des ressources alimentaires pour la sécurité alimentaire.

Le nombre moyen de repas par jour semble être d'un repas pour tous les groupes mentionnés, ce qui montre l'insécurité alimentaire à laquelle cette population fait face. Une information plus détaillée ou précise serait nécessaire pour une évaluation appropriée des besoins nutritionnels.

Le Score de Consommation Alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur crucial pour évaluer la qualité de l'alimentation d'une population. Dans ce contexte, il est alarmant de constater que 87% de la population affiche un SCA pauvre, ce qui suggère une insuffisance dans l'accès à une alimentation adéquate. Seulement 1% de la population se situe dans la catégorie acceptable, ce qui souligne la nécessité d'actions pour améliorer l'accessibilité aux aliments nutritifs. Les 12% se trouvant à la limite indiquent également une précarité alimentaire importante. Ce constat met en évidence l'urgence de politiques visant à garantir une meilleure alimentation pour tous.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		24	

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	6%	-
En famille d'accueil	88%	-
Dans un site spontané	3%	-
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	1%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)

Beaucoup (plus de la moitié des ménages)

Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC²)

Maison (construction durable)	0%	0
Maison (construction non-durable délabrée)	75%	19
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	19%	10
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	2
Ecole transformée en centre collectif	-	0
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	5%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)

Oui, quelques-uns (moins de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)

Oui	65%	-
Non	35%	-
Ne sait pas	0%	-

Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5



Sévérité

4

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁷

Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	6%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%	2
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	68%	3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	1%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	16%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	1%	4
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	1%	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	5

Analyse Abris

La majorité des ménages (75%) vit dans des maisons non-durables et délabrées, tandis que 19% occupent des abris d'urgence, et 5% résident dans d'autres types d'habitations. Cependant, une préoccupation majeure réside dans le fait que certains ménages n'ont pas d'abri. Pour remédier à cette situation, il est impératif de donner la priorité aux projets de construction d'abris, de soutenir la propriété de maisons, de renforcer les abris d'urgence existants. En outre, la surveillance continue des personnes sans abri doit être maintenue pour répondre efficacement à leurs besoins.

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

Les résultats des AME montrent : 3% utilisent des kits hygiène menstruelle. 93% n'en utilisent pas. 1% ne savent pas. 3% ne se prononcent pas. La répartition des scores : < 1 : 0%, 1 - 1.9 : 2%, 2 - 2.9 : 15%, 3 - 3.9 : 48%, 4 - 5 : 35%. Cela indique un faible usage des kits hygiène menstruelle, mais une majorité de ménages ont des scores AME élevés. L'accessibilité aux produits menstruels peut nécessiter des améliorations sur la base des résultats : Améliorer l'accès aux kits d'hygiène menstruelle, éduquer sur l'hygiène menstruelle, distribuer des kits gratuitement, mettre en place un suivi régulier, promouvoir les Articles Ménagers Essentiels (AME). Ces recommandations visent à améliorer l'hygiène menstruelle et la vie quotidienne des femmes et des filles mais aussi à équiper les maisons en articles ménagers essentiels.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		32	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	38	
Robinets public / bornes fontaines	-	74	
Puits à pompe / forage	-	73	
Puits creusé aménagé	-	73	
Source naturelle aménagée	-	38	
Source naturelle non-aménagée	-	40	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	201	
Camion-citerne	-	73	
Charrette avec petite citerne	-	73	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	42	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	75	
Type de source d'eau (EM)⁸			
Source améliorée	32%	-	1
Source non-améliorée	50%	-	3
Eau de surface	16%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	58%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	66%	-	
De 31 minutes à 2 heures	34%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC)²			
Pas de problème		38%	0
Les points d'eau sont trop éloignés		29%	20
Les points d'eau sont difficiles d'accès		4%	8
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse		1%	1
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau		7%	4
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé		18%	16
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés		3%	0
L'eau est trop chère		7%	0
Pas assez de récipients pour stocker l'eau		28%	14
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)		8%	0
Autre		0%	0
Ne sait pas		0%	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		32	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	28%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	72%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	29%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	20%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	5%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	8%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	35%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	4%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	16%	-	
Pas assez d'eau pour boire	18%	-	
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	2%	-	1
Oui, eau seulement	8%	-	3
Non	90%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
Aucun(e)			
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)			
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	53%	-	
Non	46%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	2%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	10%	-	
Non	90%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	24	
Eau stagnante	-	10	
Déchets solides domestiques	-	16	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	7	
Rongeurs / rats	-	2	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		32	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7,9}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	41%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	46%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	7%	-	5

Analyse EHA

Les données Wash soulignent les problèmes majeurs en matière d'eau potable, d'assainissement et de santé publique dans la région du triangle Kabare-Walungu-Shabunda : Les sources d'eau courantes incluent les robinets publics, les bornes-fontaines, les puits à pompe, les puits creusés, et l'eau de surface, souvent non améliorées. Le taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans est élevé (sévérité 3), exigeant une amélioration urgente de l'accès à l'eau potable et d'installations sanitaires adéquates. L'insuffisance d'eau potable pour la consommation est un problème généralisé, un quart des habitants passe plus de 30 minutes à collecter de l'eau, principalement en raison de la distance, des temps d'attente, et du manque de récipients. Les femmes et les filles sont exposées à des risques sécuritaires lors de la collecte d'eau. Les systèmes de lavage des mains sont inadéquats, contribuant aux problèmes de santé. La plupart des ménages n'ont pas de latrines, ce qui aggrave les problèmes d'assainissement, notamment la présence de matières fécales et d'eau stagnante. En bref, le triangle Kabare-Walungu-Shabunda nécessite des mesures immédiates pour améliorer les conditions de vie précaires et réduire les risques pour la santé des habitants.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé			32
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		82%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		17%	-
Autre		0%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)			
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		78%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		5%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		16%	-
Autre		0%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)			Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure		65%	-
Entre 1 heure et 2 heures		30%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		5%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)			
A la maison avec famille	-	0	
A la maison avec sage-femme	-	8	
A la maison avec infirmier	-	0	
Centre de santé / d'accueil	-	24	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		32	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC)²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	6	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	3	
Manque de médicaments	-	8	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	30	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	5	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	58%	-	3
Fièvre	79%	-	
Toux	59%	-	
<i>Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</i>			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)			
Oui	59%	-	
Non	23%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :			
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)			
Paludisme		124	138
Infection Respiratoire Aigue		59	52
Diarrhées aiguës		58	37
Typhoïde		0	26
Malnutrition aigue globale		30	26
Rougeole		5	1
Choléra		0	0
Fièvre jaune		6	0
Fièvre hémorragique		2	0
Autre		0	35
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)			Non, manque modéré
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)			Non, manque modéré
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)			Oui, beaucoup



Analyse Santé

L'accès aux soins de santé dans le triangle Walungu-Kabare-Walungu présente des défis majeurs. Les hommes ont tendance à fréquenter les structures de santé, tandis que les femmes ont recours à des guérisseurs traditionnels et à des soins à domicile. L'absence de consensus sur les préférences en matière de soins et les distances à parcourir pour atteindre les structures de santé sont des problèmes persistants. En ce qui concerne les accouchements, la majorité ont lieu à domicile avec l'assistance de sages-femmes ou en centres de santé, mais 24 % se déroulent dans des centres de santé, nécessitant une attention accrue pour les soins maternels. Les obstacles à l'accès aux soins de santé incluent le manque criant de personnel médical qualifié, de médicaments et de ressources financières pour couvrir les frais médicaux. La crise a exacerbé la pression sur le système de santé en raison de l'augmentation du nombre de patients. La santé infantile est également préoccupante, avec une prévalence notable de symptômes tels que la diarrhée, la fièvre et la toux. Des maladies graves comme le paludisme, les infections respiratoires aiguës et les diarrhées aiguës sont signalées, malgré une disponibilité modérément insuffisante de médicaments et d'équipements médicaux. Une action immédiate est indispensable pour améliorer l'accès aux soins de santé et renforcer les ressources médicales disponibles dans le triangle.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		30	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	29%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	20	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	18%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	13	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	15	-	
Nombre total de personnes âgées	1	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

- Rien à signaler / Pas de problème
- Meurtre
- Mutilations / coups et blessures
- Violences intercommunautaires
- Violences sexuelles
- Enlèvements ou tentatives d'enlèvement
- Blessés / morts dus aux mines
- Mariage forcé / précoce
- Violences conjugales
- Séparation des familles
- Pillage / vol / cambriolage
- Pillage du bétail
- Arrestations arbitraires
- Harcèlement ou divulgation de renseignements
- Recrutements / enrôlements forcés
- Démobilisation d'acteurs armés
- Travaux forcés
- Autre
- Ne sait pas
- Ne se prononce pas

Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
0	0	2	2
2	0	0	0
7	3	7	0
3	0	3	0
5	18	0	16
5	6	5	3
0	0	6	0
7	17	4	19
6	15	3	5
7	10	6	9
8	3	2	1
1	1	0	1
7	0	4	2
3	0	0	6
9	3	12	0
2	0	0	0
5	2	10	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	17%	-
Déni d'accès à des services	2%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	14%	-
Mariage forcé	1%	-
Travail forcé	23%	-
Pas de cas dans le ménage	56%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	1%	-
Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM)²		
Violence physique ou harcèlement	20%	-
Déni d'accès à des services	1%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	4%	-
Mariage forcé	4%	-
Travail forcé	14%	-
Pas de cas dans le ménage	61%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	1%	-
Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)		Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		30	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	45%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	11%	-	
Viol	15%	-	
Agression sexuelle	10%	-	
Violence physique ou harcèlement	21%	-	
Mariage forcé	5%	-	
Déni d'accès à des services	2%	-	
Abus psychologique / émotionnel	18%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	17	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	7	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	6	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	13	
Accapement des terres	-	4	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	5	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	9	
Destruction des cultures ou des animaux	-	2	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	2	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	4	
Rareté des terres	-	2	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

Les analyses en protection révèlent des préoccupations majeures en matière de protection au sein de la communauté. Parmi les problèmes signalés, on trouve des cas de violence, de recrutement forcé, de tensions foncières et de violences sexuelles. Il est également noté que certains ménages ont accueilli des enfants non-accompagnés et des personnes en situation de handicap. Les membres masculins semblent plus susceptibles d'être victimes de recrutement forcé et de travail forcé, tandis que les femmes sont davantage exposées à la violence physique. La communauté hôte, malgré des tensions, montre une disposition à fournir une assistance, ce qui est un aspect positif.

La disponibilité d'un mécanisme de médiation des tensions est un atout pour résoudre les conflits. Cependant, des mesures supplémentaires sont nécessaires pour atténuer ces préoccupations et améliorer la protection au sein de la communauté. La sécurité de tous les membres, en particulier des enfants non-accompagnés et des personnes en situation de handicap, doit être une priorité, et des efforts conjoints doivent être déployés pour lutter contre les violences et promouvoir un environnement plus sûr et inclusif.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		26	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	76%	-	1
Plus de 1 heure	18%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	6%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	0%	-	
Non	97%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	20	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	2	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	11%	-	
Filles (Primaire)	19%	-	
Garçons (Secondaire)	31%	-	
Filles (Secondaire)	39%	-	
Total	25%	-	2
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	66%	-	
Ecole trop éloignée	2%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	16%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	2%	-	
Absence des enseignants	2%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	3%	-	
Ne se prononce pas	9%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³**Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)**

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	11	12
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	3	2
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	2
Elles / Ils doivent travailler à la maison	2	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	0	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	2	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	3	3
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	2
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
11	12
3	2
0	2
2	0
0	0
0	0
2	-
0	-
0	0
0	0
3	3
0	0
0	2
0	0
0	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:**Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)**

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	74%
Avant la crise	-	77%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	74%
Avant la crise	-	76%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	51
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	35

Analyse Éducation

Les données révèlent des défis majeurs dans l'accès à l'éducation. Bien que la plupart des ménages aient une école primaire à moins d'une heure de marche, 6% n'en ont pas. De plus, un pourcentage significatif d'enfants ne sont pas inscrits ou n'assistent pas régulièrement à l'école primaire, principalement en raison de contraintes financières et géographiques. Ces obstacles affectent à peu près également les filles et les garçons. De plus, les statistiques professionnelles du secteur de l'éducation montrent une légère baisse des taux d'inscription et de fréquentation, ainsi qu'un ratio élèves-enseignant plus élevé qu'auparavant. Il est impératif d'investir dans l'éducation, de réduire les barrières financières et géographiques, et d'améliorer les conditions d'enseignement pour assurer un accès équitable à une éducation de qualité pour tous les enfants de la région.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		35	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	75%	-	
Nutrition	0%	4	
Abris	2%	6	
AME	2%	2	
EHA	0%	0	
Santé	0%	2	
Education	0%	2	
Nourriture	1%	6	
Moyens de subsistance	0%	2	
Protection (y compris la sécurité)	0%	2	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	20%	4	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	29	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	11	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	9	
AME	-	8	
EHA	-	4	
Santé	-	5	
Education	-	13	
Protection (y compris la sécurité)	-	8	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	11	
Autre	-	3	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	67%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	13%	-	
Vouchers / foires	7%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	59%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	24%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	2%	-
Où recevoir l'assistance	74%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	74%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	9%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	11%	-
Comment donner son feedback	2%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	24%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	4%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	1%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	27%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	72%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	13%	-
SMS	3%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	1%	-
Crieurs publics avec mégaphones	11%	-
Au travers des leaders communautaires	19%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	7%	-
Organisations / comités de femmes	2%	-
Autorités locales gouvernementales	4%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	25%	-
Boîte à plaintes	33%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	55%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	13%	-
SMS	3%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	0%	-
Evenements communautaires	1%	-
Crieurs publics avec mégaphones	3%	-
Au travers des leaders communautaires	26%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	6%	-
Organisations / comités de femmes	3%	-
Autorités locales gouvernementales	4%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre (préciser)	0%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

Ces données fournissent des informations essentielles sur les besoins et les préférences des ménages en matière d'assistance humanitaire dans le contexte d'une crise. Les chiffres indiquent une forte demande d'assistance humanitaire, notamment pour la nourriture, les moyens de subsistance et l'éducation. Il est intéressant de noter que la majorité des ménages préfèrent recevoir une assistance en espèces ou en nature, tandis que l'information sur la manière de s'inscrire pour l'assistance et où la recevoir est également cruciale pour la population. Cependant, il y a un défi majeur à relever car une grande partie des ménages n'ont pas encore eu accès à une assistance humanitaire malgré leurs besoins, ce qui soulève des questions sur la distribution efficace de l'aide. En outre, il est encourageant de voir que la communication face à face avec les travailleurs humanitaires est préférée pour recevoir des informations sur l'aide et pour déposer des plaintes, ce qui peut renforcer la confiance entre les acteurs humanitaires et la population affectée. Ces données devraient servir de base pour améliorer la réponse humanitaire et mieux répondre aux besoins de la population touchée par la crise.

Conclusions générales et commentaires

La région du Triangle est confrontée à une détérioration continue de la sécurité et de la protection en raison des activités de nombreux groupes armés, tels que les Maimai/Raiya Mutomboki, Lukoba, Blaise Kafanyambiyo, Nyakiriba, Ndarumanga, Kafuma, Mubangu, Kaboyi, Samsoni, Choji La Muzazi, Nabangu, Charles, Kula ku byako, Ndururu, agissant en toute impunité. Ces groupes contrôlent des ressources et alimentent les conflits de pouvoir, créant des vides sécuritaires dans plusieurs localités.

De plus, la région compte un nombre croissant de déplacés, avec plus de 55 778 récents déplacés en 2023, en plus des 133 780 autres depuis janvier 2022. Les déplacés vivent dans des conditions précaires avec un accès limité à l'aide humanitaire. Les abris sont insuffisants, et de nombreux ménages n'ont pas d'abris du tout.

La situation sanitaire est préoccupante, avec des pathologies courantes telles que le paludisme, les infections respiratoires aiguës (IRA), les infections sexuellement transmissibles (IST) et la fièvre typhoïde. Les infrastructures sanitaires sont en mauvais état, et l'accès aux soins est limité.

La malnutrition aiguë est en augmentation, avec un nombre croissant de cas sévères. Les épidémies de rougeole et de choléra aggravent la situation.

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est limité, exposant la population à des risques de maladies hydriques et de violences sexuelles. Les pratiques d'hygiène sont insuffisantes, et les latrines sont rares.

L'insécurité alimentaire est un problème majeur, avec un accès limité aux champs et aux denrées alimentaires. Les prix des denrées alimentaires ont doublé, et les aléas naturels ont endommagé les cultures.

L'éducation est également touchée, avec des écoles détruites ou non équipées, des effectifs scolaires pléthoriques et des obstacles à la scolarisation des enfants.

Enfin, il y a un besoin urgent de coordination de la réponse humanitaire dans la région, avec un appel à la présence d'acteurs humanitaires opérationnels et à la mise en place d'un mécanisme de coordination.

Actions et Responsabilités :

Sécurité et Accès :

Plaidoyer pour couvrir les vides sécuritaires et maintenir l'accès humanitaire.

Renforcement du plaidoyer pour mobiliser des ressources pour la réhabilitation des axes critiques.

Promotion des principes humanitaires et de l'acceptation communautaire.

Responsables : OCHA et partenaires, Cluster logistique, PDS, HCT.

Mouvements des Populations :

Plaidoyer pour couvrir les vides sécuritaires et encourager le retour des déplacés.

Responsables : Cluster Protection et OCHA.

Abris :

Plaidoyer pour le positionnement des acteurs compétents en abris d'urgence.

Responsables : Clusters Abris & Protection.

AME (Articles Ménagers Essentiels) :

Plaidoyer pour une assistance en AME et en kits d'hygiène menstruelle.

Responsables : Clusters AME/Wash.

Protection :

Plaidoyer pour la couverture des vides sécuritaires et l'accélération du Programme DDRC-S.

Mobilisation des acteurs pour une stratégie globale d'intervention en protection.

Amélioration de la prise en charge des victimes de VBG.

Responsables : Cluster Protection, PDS, HCT.

Santé :

Plaidoyer pour la gratuité des soins pour les déplacés.

Appui à la réhabilitation des structures de santé et à l'amélioration de l'approvisionnement en intrants.

Renforcement des capacités du personnel soignant.

Responsables : Cluster Santé, ICN.

Nutrition :

Enquêtes nutritionnelles pour mettre à jour la prévalence de la malnutrition.

Plaidoyer pour la prise en charge des cas de malnutrition modérée.

Responsables : PRONANUT, Cluster Nutrition.

Wash (Eau, Assainissement et Hygiène) :

Mobilisation des acteurs pour améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Renforcement des activités de promotion de l'hygiène et du changement de comportement.

Responsables : Cluster Wash.

Sécurité Alimentaire :

Renforcement du plaidoyer pour étendre les interventions en cash, vivres et intrants agricoles.

Actions de renforcement de la protection des civils autour des périmètres agricoles.

Responsables : Clusters Secal et Protection.

Éducation :

Investissement dans l'éducation pour réduire les barrières financières et géographiques.

Amélioration des conditions d'enseignement.

Responsables : Cluster Éducation.

Coordination :

Plaidoyer pour le positionnement des acteurs opérationnels dans la région.

Mise en place d'antennes mobiles OCHA.

Création du CTCH (Comité de Coordination Humanitaire de Terrain).

Notes de fin

Le triangle susmentionné connaît d'énormes défis sur le plan de la protection. Ces contraintes sont liées d'une part à l'accès sécuritaire vers les zones d'approvisionnement en denrées alimentaires et autres biens de grande consommation (champs, forêts, rivières et marchés) et d'autre part à l'accès physique, en raison de l'absence et/ou de dégradation des routes dans certains coins. La localisation des champs dans les zones contrôlées par les groupes armés constitue un véritable facteur des risques pour les femmes et filles qui pratiquent l'agriculture dans ces espaces. Ce qui pousse ces catégories de personnes à pratiquer l'agriculture dans les zones les plus proches de leurs villages et où le risque d'attaques s'avère être faible.

Il ressort des échanges organisés en focus groups et de informateurs – clé qu'au moins 10 Groupes armés actifs dans la région sont responsables d'environ 90% des incidents de protection enregistrés contre des civils depuis le début de cette année. La présence d'au moins 900 éléments armés mal encadrés en attente du processus DDRC-S sur l'axe(Nzibira-Mulambula – Luntukulu) et de nombreux jeunes démobilisés qui agissent en toute impunité dans la contrée, contribue en grande partie à la détérioration de la situation de protection à la limite de trois territoires. Plusieurs attaques accompagnées des atrocités d'une extrême violence sont régulièrement rapportées, entraînant de nombreuses vagues de déplacements des populations. Dans la plupart de temps, ces actes de violences surviennent dans les champs, pendant la recherche d'eau ou de bois de chauffage on en allant au marché ou tout simplement pendant le déplacement d'une zone à une autre pour les femmes et filles. Quelques cas isolés seraient attribués aux FARDC.